



# Assemblée générale

Distr. limitée  
4 novembre 2019  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-quatorzième session

### Première Commission

Point 100 b) de l'ordre du jour

**Examen de l'application des recommandations et décisions  
adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session  
extraordinaire : rapport de la Commission du désarmement**

#### Australie et Hongrie : projet de décision révisé

#### Session de 2020 de la Commission du désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution [73/82](#) du 5 décembre 2018, sur le rapport de la Commission du désarmement, et sa décision 52/492 du 8 septembre 1998, relative à l'efficacité du fonctionnement de la Commission,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions sur la question qu'elle-même a adoptées à sa dixième session extraordinaire,

Rappelant en particulier sa résolution [45/62 B](#) du 4 décembre 1990, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction de l'adoption par consensus d'un ensemble de moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement<sup>1</sup>, et sa résolution [61/98](#) du 6 décembre 2006, par laquelle elle a adopté des mesures supplémentaires visant à améliorer l'efficacité des méthodes de travail de la Commission,

Réaffirmant le mandat de la Commission du désarmement, son organe subsidiaire délibérant spécialisé qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à la formulation de recommandations concrètes sur ces questions, et rappelant que la Commission ne doit épargner aucun effort pour que les décisions sur les questions de fond soient, dans la mesure du possible, adoptées par consensus, comme indiqué au paragraphe 118 du Document final de sa dixième session extraordinaire<sup>2</sup>,

---

<sup>1</sup> Résolution [44/119 C](#), annexe.

<sup>2</sup> Résolution [S-10/2](#).



Soulignant encore une fois la place importante que tient la Commission du désarmement au sein du dispositif multilatéral des Nations Unies pour le désarmement,

Réaffirmant qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement,

Soulignant que les débats sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission du désarmement doivent être ciblés et viser l'obtention de résultats concrets,

Notant que la Commission du désarmement, pour des raisons d'organisation, n'a pas été en mesure d'entamer sa session de fond ni de soumettre son rapport, comme prévu dans la résolution 73/82,

Décide :

a) que la Commission du désarmement tiendra une session de fond en 2020 pendant trois semaines au plus, à savoir du 6 au 24 avril, et lui soumettra un rapport de fond à sa soixante-quatrième session ;

b) que la Commission du désarmement tiendra sa session d'organisation le plus tôt possible avant sa session de fond afin d'élire son bureau et de traiter toute autre question d'organisation encore en suspens ;

c) que la Commission du désarmement poursuivra l'examen, à sa session de fond de 2020, des points suivants :

i) recommandations visant à réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires ;

ii) élaboration de recommandations visant à promouvoir l'application des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales aux fins de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, conformément aux recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales<sup>3</sup> ;

d) que la Commission du désarmement poursuivra ses travaux conformément au mandat qu'elle lui a confié au paragraphe 118 du Document final de sa dixième session extraordinaire<sup>3</sup> et au paragraphe 3 de sa résolution 37/78 H du 9 décembre 1982, et, à cette fin, de tout mettre en œuvre pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte adopté énonçant les moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement<sup>1</sup> ;

e) de prier le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission du désarmement et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les services, y compris l'établissement de procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet, et de le prier également de transmettre à la Commission le rapport annuel de la Conférence du désarmement sur sa session de 2019<sup>4</sup>, ainsi que tous les documents officiels de sa soixante-quatrième session relatifs aux questions de désarmement, et de fournir à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente décision ;

---

<sup>3</sup> A/68/189.

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 27 (A/74/27).

f) d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-quinzième session, au titre de la question intitulée « Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire », la question subsidiaire intitulée « Rapport de la Commission du désarmement ».

---